



RASSEMBLEMENT CONTRE LES EXPULSIONS DE LOGEMENT

Mercredi 23 juin à 18h
Devant la Préfecture d'Ile-de-France

29 rue Barbet de Jouy Paris 7^{ème}
M° Saint-François Xavier (ligne 13)

En Île-de-France, la crise du logement bat son plein, c'est la région française la plus touchée par les expulsions de logement. En effet, plus des deux tiers des expulsions avec intervention de la police ont lieu en région parisienne. Cette situation alarmante touche aussi les demandeurs DALO, expulsés au mépris de la décision préfectorale qui les reconnaît prioritaires pour un relogement.

La flambée des loyers, de l'immobilier, et des charges, y compris en HLM, conjuguée à la baisse des revenus, a rendu difficile voire impossible d'assumer la charge du loyer pour les couches populaires : familles et salarié-e-s modestes, jeunes, précaires, personnes vulnérables... Entre 2002 et 2007, le coût du logement a été multiplié par 2,3 !

L'année scolaire touche à sa fin, les expulsions des familles avec des enfants scolarisés vont s'intensifier. Profitant de la fermeture des écoles et de l'absence des voisin-e-s, l'Etat veut faire passer ces expulsions inaperçues.

Aujourd'hui, le Préfet de région, représentant de l'Etat au niveau régional, a en charge le logement et est responsable de la politique en matière d'expulsion menée par les Préfets de départements.

Le Réseau Stop aux Expulsions de Logement (RéSEL), composé d'associations de locataires et de mal logés, d'association de défense des droits, de syndicats et soutenu par des partis politiques, exige du Préfet d'Ile-de-France qu'il prenne au plus vite des dispositions pour que cessent les expulsions sans relogement.

Le RéSEL revendique :

- Un moratoire sur les expulsions locatives ;
- Le droit à un logement stable, au lieu de la précarisation des locataires ;
- L'encadrement des loyers et des charges, la taxation de la spéculation immobilière, pour rendre le logement accessible à tous ;
- La réalisation massive de vrais logements sociaux ;
- L'application de la loi de réquisition
- Le refus de la marchandisation du logement social et l'abrogation de la loi Boutin.

Le RéSEL (CNL, CSF, DAL, AC !, ACDL, APEIS, ATTAC, Bagagérue, FSU, Jeudi Noir, LDH, Union Syndicale Solidaires, SNES, Stop Précarité, Syndicat des Avocats de France, Syndicat de la Magistrature... Avec le soutien de : NPA, PCF, PG, PS, Les Verts...)

Pour plus d'informations et pour signer la pétition nationale contre les expulsions :
www.stopauxexpulsions.org